Qui est la contrepartie : la personne juridique derrière le protocole

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les sections précédentes ont posé à plusieurs reprises la question de la contrepartie. Elle peut être abordée de manière systématique. Tout protocole DeFi est lié à une combinaison des personnes énumérées ci-dessous. L'analyse juridique consiste à identifier celles qui existent et ce que chacune peut faire.

Candidat	**Ce qu'il peut généralement faire**	**Exposition juridique en Suisse**	**Exposition juridique à Singapour**
Société de développement ou fondation	A écrit le code ; peut détenir des clés d'administration ; exploite souvent le front-end	Intermédiaire financier si elle détient un pouvoir de disposition ; exploitant si elle peut modifier les règles	Fournit un service de DPT ou exploite un marché si elle contrôle ou exploite le front-end
Détenteurs de jetons de		Société simple possible (art. 530 CO) ; exploitant	Unincorporated association ou partnership possible ;

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Candidat	Ce qu'il peut généralement faire	Exposition juridique en Suisse	Exposition juridique à Singapour
gouvernance (DAO)	Votent sur les paramètres, les mises à jour et la trésorerie	en substance si les votes sont effectifs	exploitant en cas de contrôle effectif
Exploitant du front-end	Gère le site web ou l'application avec lesquels les utilisateurs interagissent	Intermédiaire financier s'il facilite des transferts pour autrui ; règles de comportement de la LSFin s'il offre des instruments financiers	Facilitation d'échanges de DPT s'il achemine des ordres ; licence PSA éventuellement requise
Fournisseurs de liquidité	Apportent des actifs aux pools	Contreparties aux opérations selon l'analyse de la représentation ; aucun statut réglementaire	Contreparties ; aucun statut réglementaire
Opérateurs de nœuds et validateurs	Font fonctionner l'infrastructure	En général aucune, sauf s'ils détiennent les clés d'actifs des utilisateurs	En général aucune
Fournisseurs d'oracles	Fournissent des données de prix	Responsabilité délictuelle possible ; aucune autorisation	Responsabilité délictuelle possible ; aucune licence
Signataires multisig	Peuvent exécuter des fonctions privilégiées	Pouvoir de disposition s'ils peuvent déplacer les actifs des utilisateurs ; société simple entre les signataires	Possession ou contrôle s'ils peuvent déplacer les actifs des utilisateurs

Le tableau fait ressortir les deux éléments les plus importants. Le premier est l'existence d'une clé d'administration ou d'une clé multisig permettant de modifier le contrat ou de déplacer les actifs des utilisateurs. Lorsqu'une telle clé existe, son détenteur dispose d'un pouvoir de disposition au sens suisse et de la possession ou du contrôle au sens singapourien, et il est une personne réglementée. Le second est

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

le front-end. La plupart des utilisateurs n'interagissent jamais directement avec un contrat. Ils utilisent un site web exploité par une personne qui choisit les contrats auxquels le site se connecte, les jetons qu'il affiche et les utilisateurs qu'il sert. Les deux régulateurs ont désigné l'exploitant du front-end comme le point de rattachement réglementaire le plus prometteur, et l'ont dit.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com